

RAPPORT N° 2025/3-42
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 26 juin 2025

OBJET : MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS – CREATION DE POSTES PERMANENTS

Conformément à l'article L313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

I- CREATION DE POSTES PERMANENTS ET AJUSTEMENTS

1) CREATION DE POSTES

Afin de répondre aux besoins des services, il est proposé de créer les postes suivants :

➤ Au sein de la **Direction de l'Aménagement et de l'habitat** :

- 1 poste permanent à temps complet, relevant de la catégories B de la filière technique du cadre d'emplois des techniciens territoriaux, pour exercer les fonctions **d'opérateur.ice de saisie SIG/Cartographe** ;

Missions : Il.elle sera en charge de l'exploitation du SIG intercommunal, avec pour missions, notamment d'assurer les opérations de saisie, de création et de mise à jour de données métier encadré par le Technicien Géomaticien, d'assurer les opérations de maintenance et de participer au paramétrage de l'outil SIG WEB (GÉO), de réaliser les traitements et les cartographies thématiques à la demande de la direction et des communes, et de porter assistance technique aux communes pour les évolutions envisagées : acquisition de nouvelles données ou de nouvelles applications SIG...

➤ Au sein de la **Direction de l'Eau potable** :

- 1 poste permanent à temps complet, relevant de la catégorie B de la filière technique du cadre d'emplois des techniciens territoriaux pour exercer les fonctions **de chargé.e d'études – sécurité sanitaire de l'eau** ;

Missions : Il.elle aura pour missions d'animer la démarche de sécurité sanitaire globale de l'eau telle que le prévoit la nouvelle directive européenne récemment transcrite en droit français, notamment en mettant en œuvre les actions de la nouvelle version du plan Eau Potable de l'ARS sur la période 2023/2027. Ses missions portent sur la protection et la préservation des ressources en eau, le renforcement de la surveillance et de la qualité de l'eau, sur la résilience du service d'eau potable face aux épisodes de sécheresse et sur la contribution à une meilleure compréhension et appropriation par la population des sujets et enjeux relatif à l'eau du robinet.

- 1 poste permanent à temps complet, relevant de la catégorie B de la filière technique du cadre d'emplois des techniciens territoriaux pour exercer les fonctions **de chargé.e de programmation** ;

Missions : Il.elle aura pour missions de mettre en œuvre la politique d'investissement d'eau potable de la collectivité. Il/Elle se chargera de définir après avoir vérifié la faisabilité technique et financière, les programmes de travaux en coordination avec les exploitants et sur la base du schéma directeur. Il/Elle recherchera auprès des partenaires institutionnels des subventions. Il/Elle instruira les demandes des usagers en lien avec les problématiques d'exploitation

➤ Au sein de la **Direction des ressources humaines** :

- 1 poste permanent à temps complet, relevant des catégories A ou B des filières administrative et technique des cadres d'emplois des attachés territoriaux, des rédacteurs territoriaux, des ingénieurs territoriaux et des techniciens territoriaux pour exercer les fonctions **de Chargé.e SIRH**;

Missions : Sous l'autorité du DRH, il.elle sera en charge de la gestion du Système d'Informations des Ressources Humaines (SIRH), du pilotage et du déploiement des projets liés au SIRH, ainsi que de la gestion de leur évolution. Il.elle garantit la fiabilisation et la qualité des données du SIRH, ainsi que l'exploitation de ces données, en lien avec la direction des finances, la direction des systèmes d'information et les autres services de la DRH. Il.elle assiste les utilisateurs du SIRH.

➤ Au sein de la **Direction des affaires culturelles, sportives et funéraires** :

- Le poste permanent à temps non complet (6h) rattaché à l'**Ecole de Musique Intercommunale de Beauséjour** (cat B de la filière enseignement artistique du cadre d'emplois des assistants territoriaux d'enseignement artistique) pour exercer les fonctions d'assistant d'enseignement artistique sur les disciplines percussions et musiques réunionnaises et traditionnelles est modifié en poste à temps non complet (15h).

Les emplois permanents susvisés pourront être pourvus par le recrutement d'un fonctionnaire, et en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, ils pourront être occupés par un agent contractuel recruté par voie de contrat à durée déterminée d'une durée déterminée de 3 ans pour un minimum de 1 an et maximum de 3 ans, dans les conditions de l'article L. 332-8 2° du CGFP à l'issue d'une procédure de recrutement conclue dans les conditions définies par les dispositions des décrets n°2019-1414 du 19 décembre 2019 et n°88-145 du 15 février 1988 visant à garantir l'égal accès aux emplois publics.

Le contrat sera renouvelable par reconduction expresse. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans. À l'issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat de l'agent sera reconduit pour une durée indéterminée.

La rémunération de l'agent sera calculée par référence à la grille indiciaire correspondant au grade de recrutement. Elle sera aussi déterminée en prenant en compte, notamment, les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience.

2) AJUSTEMENTS

Afin d'anticiper le remplacement des agents partants (retraite, mobilité interne), et dans un souci de continuité du service public, il convient d'ouvrir les postes suivants à la voie contractuelle et de procéder aux ajustements suivants :

- Le poste de chef.fe de projet informatique **au sein la direction des systèmes d'informations**, poste à temps complet, sera ouvert **aux catégories A ou B** des filières administrative et technique des cadres d'emplois des attachés territoriaux, des ingénieurs territoriaux, des rédacteurs territoriaux et techniciens territoriaux ;
- Le poste d'agent.e de bibliothèque **au sein de la Bibliothèque Alain Peters**, poste à temps complet, sera maintenu sur la catégorie C de la filière culturelle du cadre d'emplois des adjoints du patrimoine ;
- Le poste de gestionnaire carrière-paie **au sein de la direction des ressources humaines**, à temps complet, sera ouvert aux catégories B et C de la filière administrative des cadres d'emplois des rédacteurs territoriaux et des adjoints administratifs territoriaux ;
- Le poste de responsable de l'espace jeunesse **au sein de la Médiathèque Intercommunale Aimé Césaire**, à temps complet, sera maintenu à la catégorie B de la filière culturelle des cadres d'emplois des assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques ;

Ces emplois permanents pourront être pourvus par le recrutement d'un fonctionnaire, et en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, ils pourront être occupés par un agent contractuel recruté par voie de contrat à durée déterminée d'une durée déterminée de 3 ans pour un minimum de 1 an et maximum de 3 ans, dans les conditions de l'article L. 332-8 2° du CGFP à l'issue d'une procédure de recrutement conclue dans les conditions définies par les dispositions des décrets n°2019-1414 du 19 décembre 2019 et n°88-145 du 15 février 1988 visant à garantir l'égal accès aux emplois publics.

Le contrat sera renouvelable par reconduction expresse. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans. À l'issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat de l'agent sera reconduit pour une durée indéterminée.

La rémunération de l'agent sera calculée par référence à la grille indiciaire correspondant au grade de recrutement. Elle sera aussi déterminée en prenant en compte, notamment, les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience.

II- CHANGEMENT DE FILIERES

Afin de répondre aux demandes de changement de filière correspondant davantage aux missions des agents, il est proposé de créer les postes suivants :

Ancienne situation			Nouvelle situation		
Direction	Grade	Emploi	Direction	Grade	Emploi
Maîtrise d'ouvrage	Adjoint administratif princ de 1 ^{ère} cl	Chargé de maintenance du patrimoine	Maîtrise d'ouvrage	Adjoint technique princ de 1 ^{ère} cl	Chargé de maintenance du patrimoine
Moyens internes	Adjoint terr du patrimoine princ 2 ^{ème} cl	Agent d'accueil	Moyens internes	Adjoint administratif princ de 2 ^{ème} cl	Agent d'accueil

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20250626-BC2025-3-42-DE
Date de télétransmission : 09/07/2025
Date de réception préfecture : 09/07/2025

III - RENOUELEMENT AUTORISATION DE RECOURS A LA VACATION D'EMPLOI D'ETUDIANTS POUR LES STRUCTURES DU RESEAU DE LECTURE PUBLIQUE (BIAL-BIAP-MIAC) ANNEE SCOLAIRE 2025-2026

Le statut de la Fonction Publique Territoriale prévoit que les emplois permanents des collectivités territoriales et de leurs établissements publics sont occupés par des fonctionnaires territoriaux. Ces emplois peuvent dans certaines circonstances être occupés par des agents contractuels de droit public.

En dehors de ces cas de recrutement, les collectivités territoriales et leurs établissements public peuvent avoir recours ponctuellement à des vacataires. Ni fonctionnaires, ni contractuels de droit public, ces vacataires sont recrutés pour exercer un acte qui doit être déterminé (mission précise et de courte durée), discontinu dans le temps (pas de correspondance à un emploi permanent) et dont la rémunération est liée à cet acte.

Dans ce cadre, les bibliothèques intercommunales Alain Lorraine, Alain Peters et la médiathèque intercommunale Aimé Césaire rattachées à la direction du sport et la culture sollicitent un renfort de personnel qui permettrait de gérer des missions ponctuelles telles que prêt et retour des documents, aide au rangement et classement des documents, activités pour le jeune public (groupes, enfants seuls : jeux de société, activités de lecture et coloriage).

Le recrutement se fera auprès d'étudiants, sur la base d'un contrat de vacation sur la période de l'année scolaire d'août 2025 à juillet 2026 dans les conditions fixées ci-dessous et dans la limite de 6 contrats de vacation :

- Pendant les vacances scolaires :
 - Les mardis, mercredis, jeudis et vendredis de 14 h à 18h
 - Les samedis de 10h à 12h et de 13h 17h
- Hors période de vacances scolaires :
 - Les mercredis et vendredis de 14h à 18h (4 heures)
 - Les samedis de 10h à 12h et de 13h à 17 h (6 heures)

S'agissant d'un travail spécifique et ponctuel à caractère discontinu, le service sera rémunéré après service fait, sur la base d'un forfait horaire brut correspondant au montant horaire brut du smic en vigueur.

Les dépenses correspondantes seront imputées sur les crédits prévus à cet effet au budget principal / section fonctionnement.

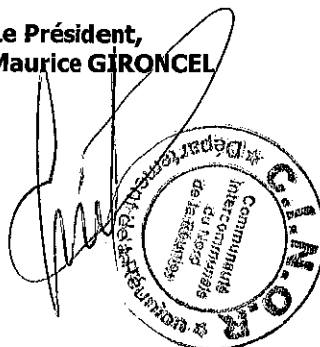
Le tableau des effectifs est modifié en conséquence et vous est présenté en annexe. Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges sociales sont inscrits au budget de l'exercice en cours.

Par conséquent, il vous est demandé :

- D'approuver la création des postes indiqués dans le rapport ;
- D'autoriser le renouvellement du recours à la vacation d'emplois d'étudiants pour les structures de réseau de lecture publique pour l'année scolaire 2025-2026 dans la limite de 6 contrats ;
- D'approuver la mise à jour du tableau des effectifs joint en annexe

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



**DECISION N° 2025/3-42
du Bureau de la Communauté
en séance du 26 juin 2025**

OBJET : MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS – CREATION DE POSTES PERMANENTS ET NON PERMANENTS

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Vu les dispositions du code Général de la Fonction Publique,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

Vu la décision 2022/2-37 du bureau de la Communauté du 08/04/2022 ;

Vu la décision 2023/2-14 du bureau de la Communauté du 05/04/2023 ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions;

Sur le RAPPORT n° 2025/3-42 du Président.

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver la création des postes indiqués dans le rapport.

ARTICLE 2

D'autoriser le renouvellement du recours à la vacation d'emplois d'étudiants pour les structures de réseau de lecture publique pour l'année scolaire 2025-2026 dans la limite de 6 contrats.

ARTICLE 3

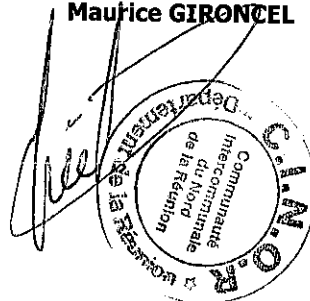
D'approuver la mise à jour du tableau des effectifs joint en annexe.

Nombre de votants : 14
Suffrages exprimés : 14
Vote pour : 14
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

08 JUL 2025

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20250626-BC2025-3-42-DE
Date de télétransmission : 09/07/2025
Date de réception préfecture : 09/07/2025